

en héritage cette attitude à son parti. Ses successeurs ont continué d'agir comme si l'issue était encore en doute.

J'espère que cet article satisfait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin).

L'hon. M. Martin: Je dirai à mon honorable ami, s'il m'y autorise, que les opinions de Mackenzie King sur le Commonwealth étaient exactement les mêmes que celles du conservateur sir Robert Borden.

Le très hon. M. Diefenbaker: Pas du tout.

M. Skoreyko: Je remercie le ministre de cette observation. Étaient-elles les mêmes que celles de Louis Saint-Laurent? Je continue à citer l'éditorial:

Louis Saint-Laurent, quand il était premier ministre, avait adopté à dessein une politique d'abandon des symboles traditionnels canadiens intimement liés aux origines de notre pays. On le vit d'abord lorsque disparut des indicateurs téléphoniques, d'un océan à l'autre, l'expression consacré «gouvernement du Dominion» qui fut remplacée par «gouvernement du Canada».

Puis, on vit d'un mauvais œil l'expression «poste royale»: ce sont les mots «postes canadiennes» qui jouirent de la faveur des dirigeants. Après quoi, on éprouva de propos délibéré les lois fédérales pour en éliminer le mot «dominion». Bien que le mot soit tiré de l'Écriture et choisi par les Pères de la Confédération, certains milieux ont cru que l'expression indiquait une sorte de subordination. On a tenté d'imposer au Bureau fédéral de la statistique (Dominion Bureau of statistics) la désignation de bureau de la statistique, et ainsi de suite.

On semblait s'attacher, de façon délibérée, à faire disparaître peu à peu les termes et désignations rappelant le passé national.

Il y a déjà plusieurs années, M. Eugene Forsey posait la question suivante: «Quand mettra-t-on fin à tout cela? Allons-nous nous réveiller un beau jour citoyens de la république du Canada? On le dirait bien. Mais je pense que bon nombre de gens s'y refuseraient.»

La préoccupation du premier ministre Pearson au sujet du drapeau, et sa façon de procéder, rendent toutes ces questions plus graves et plus troublantes que jamais. Les raisons de M. Pearson pour se débarrasser du pavillon rouge pourraient tout aussi bien servir pour se débarrasser de la monarchie. Est-ce là en fin de compte le but visé par la politique et le programme amorcés par Mackenzie King et poursuivis par ses successeurs?

La population canadienne a le droit de poser cette question et de s'attendre à une réponse sans équivoque de la part de M. Pearson et de ses conseillers.

Et voici la dernière ligne de l'article de fond:

Le parti libéral a-t-il pour mission de convertir notre pays en une république?

Le ministre des Affaires extérieures voudra peut-être répondre à cette question. Le préopinant a éloquentement exposé les raisons pour lesquelles, à son avis, on ne devrait apporter aucun changement à notre drapeau national et distinctif. Chacun des députés a reçu un feuillet, comme celui-ci, provenant des diverses sections de la Légion canadienne.

Je ne puis m'empêcher de mentionner un petit alinéa qu'il renferme et où l'on fait allusion à une déclaration du général H. D. Crerar, l'éminent commandant de la première armée canadienne au cours de la seconde guerre mondiale. Rapportant un incident qui a eu une grande portée historique pour tous les Canadiens, l'alinéa raconte une réception officielle que lui a accordée, le 8 août 1945, le premier ministre en poste pendant la guerre, le très honorable Mackenzie King. On mentionne que, comme ils s'éloignaient de l'entrée centrale du Parlement, M. King s'est retourné et a regardé la Tour de la Paix où flottait le pavillon rouge du Canada. Levant le bras, il aurait dit ces mots: «Voici, mon général, un autre problème que votre armée canadienne a réglé pour le Canada, la question de notre drapeau national». Le préopinant a versé au compte rendu tous les renseignements nécessaires au sujet des décrets du conseil 588 et 134, et je ne le ferai pas en ce moment, car il me reste très peu de temps et je veux parler de quelques opinions émises à l'égard de cette résolution, non seulement dans ma circonscription mais dans tout le pays.

Pour commencer, je dois dire que sur les 200 ou 250 lettres que j'ai reçues le mois dernier, deux seulement me demandaient, en ma qualité de député d'Edmonton-Est, d'appuyer le nouveau drapeau. Les autres me priaient d'appuyer le pavillon rouge, ou une version modifiée. J'ai constaté tantôt avec inquiétude le manque d'intérêt que les autres partis manifestent à l'égard de ce débat sur le drapeau, et j'ai été particulièrement étonné de voir qu'un seul député du crédit social était à sa place pendant le discours précédent. C'est une chose que je comprends difficilement, car j'ai ici le texte d'un vœu que m'a fait parvenir l'Association féminine du crédit social de l'Alberta, pour me demander d'appuyer le pavillon rouge. Je ne manquerai pas de communiquer avec cette Association et de lui signaler la piètre participation de son parti politique au débat.

J'ai ici une note brève émanant d'un ancien combattant de la première Grande Guerre, à laquelle est attachée une photo de journal représentant le pavillon rouge, sur lequel on a écrit «notre drapeau». J'ai une autre photo de journal représentant le trifolié et la note annexée dit très justement: «Cela rappelle un écran de cheminée». La lettre dit ceci:

Vous trouverez ci-jointe une photo du seul drapeau dont nous voulons. Il comprend tous les groupes ethniques et englobe le Canada tout entier. La feuille d'érable est excellente, mais elle ne représente pas l'Ouest canadien...